

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 31/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SCAEL**

3 Avenue Victor Hugo  
28000 CHARTRES

Références : IC23014/RAPVI  
Code AIOT : 0010000374

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2022 dans l'établissement SCAEL implanté Les Terres Noires 28410 MARCHEZAIS. L'inspection a été annoncée le 07/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCAEL
- Les Terres Noires 28410 MARCHEZAIS
- Code AIOT : 0010000374
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la SCAEL à Marchezais abrite une activité de stockage et négoce de céréales et d'engrais, classées sous le régime de l'autorisation.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites de l'inspection du 10 décembre 2020;
- contrôle du respect des échéances de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Procédure de contrôle de la détection incendie	Arrêté Ministériel du 14/04/2010, article 10.6	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Clotûre du magasin engrais	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 8	NC3* VI 10/12/2020	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Surveillance par caméra thermique	AP Complémentaire du 12/01/2022, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Procédure d'alerte de la SNCF	AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Étude sur la protection de la voie ferrée	AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Affichage aux portes de découplage du silo A	AP Complémentaire du 27/05/2009, article 15.1	NC1 VI 10/12/2020	Sans objet
5	Remplacement de la centrale d'aspiration	AP Complémentaire du 12/01/2022, article 3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Affichage aux portes de découplage du silo A**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/05/2009, article 15.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Découplage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> VI 10/12/20 - NC1
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée à proximité et facilement visible par le personnel. [...]
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Constat de l'inspection du 10 décembre 2020 : "L'inspection des installations classées a constaté que les portes de découplage installées entre la tour de manutention et la galerie supérieure ne portent pas d'affichage mentionnant l'obligation de la maintenir fermées, ce qui représente une nouvelle non-conformité. [...]"  Non-conformité NC1 : Absence d'affichage rappelant l'obligation de maintenir fermées les portes de découplage entre la galerie supérieure et la tour de manutention du silo A.  Réponse de l'exploitant par courrier du 11 mars 2021 : "L'affichage est en place. Vous trouverez, en pièce jointe n°1, une photo des panneaux mis en place."  Constat du 12 octobre 2022 : Le jour de l'inspection, les portes de découplage installées entre la galerie supérieure et la tour de manutention du silo A étaient fermées. Un affichage à proximité rappelle cette obligation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Procédure de contrôle de la détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/04/2010, article 10.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie du magasin engrais
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> VI 10/12/20 - NC2
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans.  L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence adaptée des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant ne respecte pas les fréquences de contrôle du système de détection incendie de son magasin de stockage des engrais solides qu'il a fixées dans sa procédure d'avril 2021.
<b>Observations :</b> Constat du 10 décembre 2020 : "Au jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas établi de consigne de maintenance de son équipement. Il a indiqué avoir pris rendez-vous avec la société DMAE sur le cours du mois de janvier pour procéder à la réalisation de cette consigne."  Non-conformité NC2 : L'exploitant n'a pas établi de consigne de maintenance, et n'organise pas, en dehors des contrôles effectués par une société extérieure (DMAE), des tests du système de détection incendie de son magasin de stockage des engrais solides, avec transmission en permanence de l'alarme associée, ou les opérations de maintenance recommandées dans la notice constructeur de ces équipements.  Réponse de l'exploitant par courrier du 11 mars 2021 : "Comme précisé le jour de l'inspection, nous avons demandé un rendez-vous sur site avec la société DMAE afin que le technicien puisse faire la démonstration du test réalisé pour vérifier le bon fonctionnement de la transmission de l'alarme à 5/5 (voir devis signé en pièce jointe n°2) et que nous puissions le reproduire sans déclencher l'ouverture du désenfumage. La consigne de contrôle interne du bon fonctionnement du système de détection incendie sera mis en place d'ici la fin du mois de juin 2021."  Constat du 12 octobre 2022 : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la procédure établie pour encadrer la maintenance de son système de détection incendie, datée du mois d'avril 2021. Cette procédure reprend les éléments listés dans la notice constructeur de l'équipement, soit la réalisation de contrôles journaliers, hebdomadaires et mensuels, comprenant des essais de fonctionnement de l'alarme. L'exploitant a par ailleurs présenté le dernier rapport de vérification de ces équipements par la société DMAE, daté du 6 décembre 2021. Ce rapport ne liste pas d'observations sur l'état du système de détection incendie. Interrogé sur la réalisation effective des contrôles listés par la procédure du mois d'avril 2021, l'exploitant a indiqué que suite à un changement de personnel récent, le rythme de réalisation des contrôles n'avait pas été respecté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 3 : Clotûre du magasin engrais**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Limite des accès au magasin engrais
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> VI 10/12/20 - NC3*
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes les dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ne puissent avoir accès aux installations.  En dehors des horaires de travail, l'établissement est fermé par tout moyen approprié.  Une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres interdit l'accès à l'établissement, sauf en cas d'impossibilité justifiée.
<b>Constats :</b> Absence de clôture de l'établissement côté du magasin engrais.
<b>Observations :</b> Constat du 10 décembre 2020 : "Au jour de l'inspection, aucune clôture n'existe autour du magasin de stockage d'engrais solides du site, aucun accord n'ayant été déterminé entre les exploitants des sites SCAEL, AVIBEAUCE, AXERREAL et SODEM."  Non-conformité NC3* : Absence de clôture de l'établissement côté du magasin engrais.  Réponse de l'exploitant par courrier du 11 mars 2021 : "Comme précisé dans nos réponses précédentes, la configuration de la zone industrielle ne permet pas de mettre en place une clôture au niveau de notre magasin engrais."  Constat du 12 octobre 2022 : L'inspection des installations classées n'a pas observé d'évolution sur le sujet de cette clôture depuis la dernière visite. L'exploitant a indiqué envisager se défaire de son magasin de stockage d'engrais solides.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Surveillance par caméra thermique

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/01/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance du transporteur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La galerie sur cellules du silo A est équipée d'un système de surveillance de la température par caméra thermique. La détection d'une anomalie entraîne l'arrêt automatique du transporteur à bande d'ensilage. [...]  L'exploitant établit un programme de vérification de ce dispositif et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements des dates et résultats de ces vérifications. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification de la caractérisation des anomalies et de l'efficacité du système.
<b>Constats :</b> Mesures compensatoires mises en oeuvre non satisfaisantes.
<b>Observations :</b> Durant l'inspection, il a été constaté la présence de détections thermiques dans la galerie supérieure du silo A. L'exploitant a indiqué qu'en cas de détection d'une température supérieure à 100°C ou d'une flamme par la détection, la manutention serait arrêtée. L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de démontrer cette mesure. Après la mise en route de la manutention du silo A, l'exploitant a testé le fonctionnement de l'une des détections thermiques. La première tentative fut infructueuse, à cause de la présence de poussières sur la lentille de la détection. L'exploitant a ensuite procédé au nettoyage de cet élément, avant de renouveler son essai, cette fois fructueux. Un troisième essai, pour confirmer le bon fonctionnement de l'équipement, fut réalisé et se conclut sur une réussite. L'exploitant a indiqué qu'un nettoyage des détections de manière régulière serait rajouté dans les procédures de maintenance du silo. Le fait que le premier essai de fonctionnement de la détection thermique n'ait pas amené à l'arrêt des équipements de manutention, malgré l'assurance de l'exploitant du bon fonctionnement de cet équipement lors d'essais la veille de l'inspection, met en doute l'efficacité des mesures compensatoires mises en place par l'exploitant. Par ailleurs, la température d'auto-échauffement des céréales étant au vu du guide de l'état de l'art sur les silos, estimée à une fourchette comprise entre 60 et 70°C, le déclenchement de la détection à partir de 100°C semble trop élevé pour assurer une bonne protection des stockages.  Au vu du constat de présence de poussière sur la lentille de détection, il est demandé à l'exploitant de s'assurer de l'efficacité du système d'aspiration.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Remplacement de la centrale d'aspiration**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/01/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aspiration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La mise en place du nouveau système d'aspiration est effective sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté, lors de la réunion, une attestation justifiant de la date de fin des travaux. Ce document indique que les travaux de mise en place du nouveau système d'aspiration ont été terminés le 19 octobre 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Procédure d'alerte de la SNCF**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alerte SNCF
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant met en place une procédure d'alerte de la SNCF. Cette procédure encadre les opérations à mener en cas d'accident ayant eu des conséquences sur les voies ferrées (ou susceptibles d'en avoir) et les coordonnées du service SNCF y figurent de manière visible. Cette procédure est régulièrement testée, et est mise à jour aussi souvent que nécessaire, notamment pour les coordonnées SNCF. Un test annuel de l'appel SNCF est réalisé par l'exploitant. L'exploitant enregistre la date et du résultat de ce test et les tient à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas mis en place la procédure d'alerte de la SNCF.
<b>Observations :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué des difficultés importantes à obtenir de la part de la SNCF les contacts nécessaires pour permettre la rédaction exacte de la procédure d'alerte. Il a cependant indiqué que des progrès récents ont été réalisés, et estime la mise en place de cette procédure relativement proche.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 7 : Étude sur la protection de la voie ferrée**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection de la voie ferrée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant fait réaliser par un cabinet tiers spécialisé une étude technico-économique déterminant les solutions de protection de la voie ferrée vis-à-vis des projections issues d'une explosion du silo A. Cette étude identifie les solutions de protection de la voie ferrée, et pour chaque solution, son coût et les délais de réalisation. Les solutions présentées doivent comprendre l'efficacité des dispositifs, au regard de sa capacité intrinsèque (vitesse, masse, surface associée...), les éléments de calcul des dispositifs de fixation, les garanties quant à la tenue des structures d'ancrage en cas d'explosion, ainsi qu'un programme de vérification du bon état dans le temps de ce dispositif.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas fourni les éléments demandés concernant les solutions de protection de la voie ferrée vis-à-vis des projections issues d'une explosion du silo A.
<b>Observations :</b> Interrogé sur le sujet, l'exploitant a indiqué ne pouvoir donner d'état des lieux sur l'avancement de la réalisation de l'étude technico-économique déterminant les solutions de protection de la voie ferrée vis-à-vis des projections issues d'une explosion du silo A au jour de l'inspection. Le bon de commande pour la réalisation d'une telle étude n'a par ailleurs pas été transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois